

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 64– FEVRIER 2005

SOMMAIRE :

P.3

Editorial : " La mondialisation, une opportunité à saisir, à maîtriser et à ... dominer "

Par Jean-Pierre Delalande, membre du Conseil d'Administration de Géostratégies 2000, ancien membre du Parlement

P.6

" La Chine, géant économique ? Peut-être, mais puissance mondiale ? Quand ? Et pour quelle politique sur le plan géostratégique ? "

Jean-Louis Beffa, Président de Saint-Gobain

P.11

" France : Quelles réserves pour une armée professionnelle ? "

Général d'Armée Marcel Valentin, Gouverneur Militaire de Paris

P.17

" L'Etat, l'Ecole et le Citoyen "

Luc Ferry, Philosophe, Président du Conseil d'Analyse de la Société, ancien Ministre de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche

AGENDA

- **Jeudi 10 mars 2005**

Petit-Déjeuner débat avec Michel Camdessus

Thème : " Mondialisation : diabolisation et mythes ? Réalité des chances et des risques ? Pour qui ? "

- **Mercredi 23 mars 2005**

Petit-Déjeuner débat avec S.E. Nissim Zvili, Ambassadeur d'Israël en France (en partenariat avec l'Institut de Recherches Internationales et Stratégiques)

Thème : " Conflit israëlo-palestinien : et maintenant ? "

- **Jeudi 14 avril 2005**

Petit-Déjeuner débat avec Jean-Claude Mailly, Secrétaire Général de FO

Thème : " L'Europe sociale, condition indispensable pour la construction d'une Europe politique ? "

PARCOURS

Légion d'Honneur

Invités de Géostratégies 2000

- A été promu à la dignité de Grand Officier: **le Général d'Armée Henri Bentegeat**, Chef d'Etat-Major des Armées
- A été nommé Chevalier, **Jean Boissonnat**, Journaliste

Membres de Géostratégies 2000

- A été promu Officier, **Xavier de Villepin**, ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat
- Ont été nommés Chevalier :
- **Paul Loridant**, membre du Conseil de Géostratégies 2000, ancien Sénateur, Maire des Ulis
- **Denis Rapone**, Directeur Général du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel

NOS AMIS ONT PUBLIE

" Laïcité : la croix et la bannière "

Par Jean-Michel Reynaud et Alain Simon (Bruno Leprince Editeur 62 rue Monsieur Le Prince - 75006 Paris). Jean-Michel Reynaud, membre de Géostratégies 2000, est Président de la Section des Finances du Conseil Economique et Social. Il, est spécialiste d'économie sociale et de questions de société ainsi que de philosophie. Parution en librairie en avril 2005 à un prix de souscription de faveur jusqu'au 15 avril. www.bruno-leprince.com

ONT COLLABORÉ A CE NUMERO, OUTRE LES INTERVENANTS DANS LES DÉBATS :

Jean-Pierre Delalande / Marie-Clotilde Hingray / Jocelyne Pébreuil / Serge Rechter

***" La Mondialisation, une opportunité à saisir,
à maîtriser et à ...dominer"***
***Par Jean-Pierre Delalande, membre du Conseil
d'Administration de Géostratégies 2000, ancien membre du
Parlement***

La mondialisation est un fait.

Nul besoin donc de débattre sans fin sur la question de savoir si l'on y est favorable ou défavorable. L'important est de nous y mouvoir au mieux de nos intérêts tout en faisant en sorte- avec ténacité - de l'infléchir et de la corriger dans des valeurs humanistes qui sont notre bien commun. Que la mondialisation soit un fait, les exemples abondent. Les raisons en sont bien connues.

Que Renault et Peugeot-Citroën soient, comme les autres constructeurs automobiles, présents partout dans le monde ou presque, fabriquent leurs modèles en France mais aussi en Espagne, en Slovaquie, en Roumanie, au Brésil ; qu' Airbus fasse construire des éléments de ses avions à Toulouse mais également en Allemagne, au Royaume Uni, en Espagne avec plus de la moitié de sa sous-traitance aux Etats-Unis ; qu'en tout point du monde, quelle que soit l'heure, une bourse soit ouverte et réagisse aux dernières publications de chiffres ou de statistiques au Japon, aux Etats-Unis, en Europe ... ; que près de la moitié de la capitalisation boursière des sociétés cotées au CAC 40 soit, en moyenne, détenue par l'étranger et pour certaines d'entre elles à plus de 50% ; qu'une grande société de distribution préfère faire venir ses fleurs de Thaïlande deux ou trois fois par semaine pour les vendre dans ses magasins plutôt que de les cultiver à Nice ; que Coca-cola suspende provisoirement la vente de ses cannettes à la suite de troubles de santé ressentis par des consommateurs en Belgique ; que Nike prenne toutes ses précautions pour s'assurer qu'aucune partie de ses chaussures de sport ne soit fabriquée par des enfants quelque part dans le monde ; les Jeux Olympiques ; la Coupe du monde de football ; le tsunami en Asie du sud-est ; la guerre en Irak suffisent à le prouver sans qu'il soit nécessaire d'y insister et de poursuivre une liste qui serait sans fin.

De ces phénomènes planétaires, les raisons sont bien connues.

L'incroyable abaissement du coût des transports maritimes et aériens, d'abord, divisés par cinq entre 1930 et 2000. Le coût du transport de l'information, ensuite, devenu dérisoire, divisé par 500 en 70 ans, par 100 en 50 ans s'agissant du téléphone sans compter la télévision diffusée par satellite partout dans le monde pour un coût minime pour le consommateur, tout comme internet ... en sont les plus évidentes manifestations. Ainsi le temps et l'espace sont abolis. " Le monde est désormais fini ; c'est pourquoi il est un, c'est pourquoi il est nôtre, nous avons tous le même " constate André Comte-Sponville.

Conséquence : " Le cosmopolitisme n'est plus une utopie, ni une philosophie.

C'est une contrainte, une nécessité, une réalité quotidienne à travers les médias. Nous habitons tous ce qu'Edgar Morin appelle la " Terre Patrie ". Ou ce " Village planétaire " qu'évoque Denis Tillinac. Ainsi tout événement où qu'il se passe dans le monde est, en même temps, un événement intérieur. Toute découverte, où qu'elle soit faite est immédiatement connue de toute la communauté scientifique qui se l'approprie aussitôt. On a encore pu le constater avec les photos prises par la sonde Huyghens sur Titan il y a quelques semaines. Economiquement, nous ne sommes plus très éloignés du marché

complètement transparent du modèle classique qu’imaginaient les libéraux purs Léon Walras et David Ricardo. On comprend bien que, dans ces conditions, les questions politiques, militaires, géostratégiques, l’approche économique par les entreprises, les questions sociales se posent en des termes totalement nouveaux et ...prégnants !

Bien sûr, la mondialisation est une chance extraordinaire : échanges multipliés, meilleure connaissance des différentes cultures et donc progrès de toute nature ... Mais cela ne va pas sans bouleversements considérables et beaucoup de questions se posent : que reste-t-il aux politiques nationales ? Quelles sont les marges de manœuvre de l’Etat et de leurs dirigeants ? Quelle place, quelle dignité reste-t-il aux individus, à leurs différences, à leur responsabilité personnelle, à la morale ? Bref il s’agit de savoir comment se mouvoir, Etat, entreprises, individus, dans ce monde, sans rien perdre de ce que nous sommes, de ce que l’histoire nous a façonnés, mieux, faire prévaloir nos valeurs et corriger les effets indésirables qu’engendre la mondialisation.

Il convient, d’abord, de regarder en face, lucidement, les questions qui se posent à nous et d’y répondre positivement, rapidement, collectivement et démocratiquement. A l’évidence, rien ne serait pire que la politique de l’autruche, le recroquevillement sur nous-mêmes, l’autarcie qui nous mèneraient inéluctablement au déclin, puis à la décadence et à la soumission. Non, c’est en nous adaptant aux nouvelles conditions et en en tirant parti, en les domestiquant, que nous donnerons un avenir à nos jeunes, à notre pays, à notre culture.

Et pour cela, il nous faut repenser l’Etat, appréhender d’une manière totalement nouvelle les questions de population et de souveraineté, donner la priorité absolue à l’éducation, la formation et la recherche, organiser l’attractivité de notre territoire, jouer résolument sur l’intelligence de nos concitoyens et la participation pour vaincre les peurs engendrées par tous ces changements par une ingénierie et une pédagogie appropriée de la réforme, pour aussi résoudre les problèmes sociaux et mettre en œuvre sans tarder – mais ce sera long – des solutions partenariales pour aider efficacement les pays pauvres. Bref, en tout domaine anticiper, être en éveil permanent, prêts à nous adapter aux situations en restant fermes sur nos valeurs.

L’Etat est devenu une organisation en concurrence. Il doit donc se recomposer et de super tanker lourd et massif se subdiviser en une multitude de vedettes rapides liées par une démarche coordonnée, en s’allégeant, en haussant encore son niveau moyen de compétence, en développant initiative et réactivité, en baissant son niveau de prélèvements obligatoires, en réorganisant tant ses échelons déconcentrés que décentralisés. Les Etats, comme les entreprises sont observés, notés sur le sérieux de leur gestion et dans bien des domaines mis médiatiquement ou en tant que producteurs de normes sur le même plan que les grands groupes internationaux, les organisations internationales, les ONG, les religions. **Et s’il reste incontournable, l’Etat n’est plus seul régalién.** L’Europe l’encadre et déjà plus de la moitié des textes qui nous régissent en émane. Les migrations, les métissages sont une richesse. Sachons en saisir les opportunités. Contrairement à une idée répandue les migrations des pauvres en pourcentage ne sont pas considérables et sont largement maîtrisables. La migration des riches et des diplômés est proportionnellement plus importante. Elle n’est pas captive et si nous ne sommes pas attractifs, nous perdrons cette richesse et cette matière grise qui iront se loger sous des cieux plus intéressants que les nôtres. Déjà chez les plus jeunes, mais pas seulement, partout en Europe coexistent, dans leur tête, plusieurs souverainetés : une souveraineté et une citoyenneté locales, de la commune à la région, la province ou le land ; une souveraineté et une citoyenneté nationales ressenties comme de plus en plus culturelles ; une souveraineté et une citoyenneté européennes ; une souveraineté et une citoyenneté mondiales, pour les plus cultivés dans un premier temps, mais qui s’étendront. A chaque échelon correspondra un mode de gouvernance approprié, différent selon les cas, qui requerront des qualités que l’on peut déjà discerner et auxquelles notre pays et notre population doivent être prêts.

La formation est le premier matériau stratégique. Nous sommes entrés dans une économie du savoir à rendement croissant qui peut engendrer très rapidement des monopoles naturels et économiques

nouveaux. L'essentiel est devenu l'innovation et la technologie, le tour de main, c'est-à-dire le professionnalisme. L'essentiel de la puissance des grands groupes se fonde non pas tant sur la capitalisation, certes importante, que sur la qualité des chercheurs et du management. La capacité financière n'intervient qu'en second lieu. L'achat de matières premières et la production sont loin derrière. Il convient donc de réformer d'urgence nos universités, d'organiser davantage de synergies entre les universités et les entreprises, d'avoir une véritable politique d'intelligence économique. Organiser l'attractivité de notre territoire est une nécessité : pour les grands groupes, l'espace national n'est plus depuis longtemps l'espace de réflexion, ni l'espace de référence. Il nous faut faciliter la vie de ces acteurs notamment en revoyant notre fiscalité, en utilisant mieux notre potentiel d'influence à Bruxelles, et dans les organisations internationales.

La mondialisation engendre des inégalités croissantes. Est-ce tenable longtemps d'un point de vue social comme d'un point de vue moral ? Evidemment non, ni chez nous, ni entre nous et les pays plus pauvres sauf à créer des situations vite révolutionnaires dans lesquelles nous perdriions tout aussi vite notre corps de valeurs humanistes. Là encore les réponses sont nombreuses, impossibles à développer ici mais qui n'en sont pas moins cruciales et dont nous parleront sans doute et très prochainement, quelques intervenants de haut niveau invités par Géostratégies 2000.

De ces trop rapides évocations, on peut tout de même tirer quelques conclusions rapides :

-
- Tout problème identifié, non traité dès que connu, constitue un handicap dans la quête du leadership non seulement de la concurrence et de la compétitivité économique, mais et surtout de la fabrication des normes.
-
- La décadence ne provient pas des abandons de souveraineté mais de l'abandon de l'aspiration au leadership et la transformation en universel qu'il permet dans les domaines où l'on peut avoir de l'avance.

Enfin il est clair que la mondialisation exige l'humanisme. Quelle nation mieux que la France peut mettre en œuvre cette idée et l'universaliser ? Pour le politique, quelle plus belle ambition que de donner non seulement du souffle mais plus profondément du sens à l'action d'un peuple ?

J.P.D

**" LA CHINE, GEANT ECONOMIQUE ? PEUT-ETRE, MAIS
PUISSANCE MONDIALE ?
QUAND ? ET POUR QUELLE POLITIQUE SUR LE PLAN
GEOSTRATEGIQUE ? "
JEAN-LOUIS BEFFA, PRESIDENT DE SAINT-GOBAIN**

Le jeudi 4 novembre, Géostratégies 2000 a organisé un petit-déjeuner exceptionnel, au Sénat, autour du Président de Saint-Gobain, Jean-Louis Beffa, invité à venir exposer et nous faire partager ses réflexions et ses analyses sur la Chine, un pays pris dans un tourbillon de croissance, et qui s'impose comme l'une des grandes puissances du XXIème siècle. Patron de l'une des plus importantes multinationales françaises, Jean-Louis Beffa se rend régulièrement en Chine depuis une vingtaine d'années, et a donc assisté et participé à son extraordinaire développement. Devant un auditoire passionné, il a expliqué comment ce géant économique (6^{ème} PIB du monde) allait étendre son influence sur la scène internationale. Il s'est également interrogé sur les ambitions géostratégiques de cette puissance nucléaire, qui dispose d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Avant tout autre considération, Jean-Louis Beffa nous rappelle que la Compagnie de Saint-Gobain a entrepris, au cours de la décennie 80, une profonde mutation, qui a fortement modifié les contours du groupe, mais qui était indispensable. Aujourd'hui, seulement un tiers des activités qui existaient avant 1986 ont été conservées. Les métiers traditionnels (verre, brique) se sont déployés à l'international, et parallèlement, une diversification s'est opérée dans les domaines des céramiques industrielles, du plastique et des matériaux composites (12% du groupe). Nous nous sommes également tournés vers les services et sommes devenus le leader européen dans la distribution de matériaux de construction (Point P, Lapeyre...). C'est un métier solide, régional, qui a l'avantage de ne se préoccuper ni des cours du pétrole ou du dollar, ni des salaires chinois, précise Jean-Louis Beffa, qui se réjouit d'avoir pu bâtir un groupe équilibré et indépendant, dans un monde de plus en plus instable. Saint-Gobain affiche un chiffre d'affaires de 33 milliards d'euros, pour un résultat net d'un milliard d'euros. Il emploie 180 000 personnes et possède des usines dans 44 pays (contre seulement 24, il y a douze ans). Nous avons réussi un fantastique développement international, note-t-il. Nous sommes très bien implantés en Pologne et en République Tchèque, poussons nos avancées en Roumanie et en Russie. Nous sommes installés de longue date au Brésil, mais aussi au Mexique, en Inde et en Corée. Au Japon, nous devons encore nous renforcer. L'Afrique et le Moyen-Orient demeurent deux zones où nous sommes presque absents. Quant à la Chine, notre chiffre d'affaires y est encore faible, mais nous avons adopté une politique prudente, au départ. Notre chiffre d'affaires, d'environ 300 millions d'euros, va augmenter de 60% en 2004. 4500 Chinois travaillent dans nos 27 sociétés, qui couvrent l'ensemble de nos métiers.

n UN ESSOR FABULEUX, UN FANTASTIQUE POTENTIEL DE RICHESSES

J'ai découvert la Chine en 1980, lors d'un voyage avec le Ministre de l'Industrie de l'époque, André Giraud. J'étais alors Président de Pont à Mousson, se souvient Jean-Louis Beffa. Notre premier bureau a été ouvert en 1984, mais les vrais investissements n'ont démarré qu'en 1994. Au début, nos usines étaient uniquement destinées à l'exportation. Le marché intérieur chinois était inondé de produits médiocres, à très bas prix, fabriqués dans des entreprises d'Etat. Mais, ces sociétés publiques se sont

modernisées à grande vitesse, grâce à des gestionnaires remarquables, qui ont su assimiler les nouvelles technologies. Nous avons sous-estimé la montée en puissance des entreprises chinoises, privées et publiques. Certaines parmi les plus performantes étant celles issues de l'armée, ce qui est logique dans un système de promotion méritocratique. Leur capacité d'accélération, surtout pour le haut de gamme et les produits sophistiqués, est énorme. Ils sont très bien placés, par exemple, pour les équipements en télécommunications. Leur prochaine étape sera la prise de contrôle d'entreprises occidentales, de systèmes de distribution. D'ailleurs, ils s'apprêtent à reprendre le quatrième constructeur automobile coréen. Leur modèle de développement est basé sur une concurrence individuelle féroce, à l'inverse de ce que pratiquent les Japonais, fidèles au principe de solidarité nationale. Cette approche est aussi liée au rôle structurant de l'enfant unique, souligne Jean-Louis Beffa. Les parents portent une attention extrême au niveau d'éducation, il y a une obsession du résultat scolaire, ce qui débouche sur un système hyper-sélectif. Le potentiel technologique et scientifique est impressionnant. Le nombre de chercheurs chinois est en train de dépasser celui de l'ensemble des Européens. Cette génération, très maternée, quelque peu en rupture avec les valeurs traditionnelles, est entrée sur le marché du travail. Le contraste est saisissant avec la façon dont évolue l'Europe, regrette Jean-Louis Beffa, qui apporte toutefois quelques bémols à ce tableau flatteur. En termes de PIB par habitant, la Chine se classe encore en queue de peloton (105^{ème} rang). Et va bientôt se heurter à deux goulots d'étranglement, qu'elle va transmettre à l'ensemble de la planète. Les matières premières et l'énergie ne sont pas inépuisables à un tel rythme. La Chine possède déjà 90 unités de production de verre plat, alors que l'Europe et les USA n'en ont que 40, constate-t-il. C'est un phénomène totalement nouveau, qui va bouleverser les situations. Cette expansion entraîne une irrigation générale du niveau de vie, à l'inverse de l'Inde. Et le nouveau Président de la République semble plus attentif au problème des inégalités. Il y a une amorce de freinage de la croissance, rendue possible par la centralisation absolue du système politique. A travers tout le pays, nos interlocuteurs se conforment à une hiérarchie très claire. Arrive d'abord le président du Parti Communiste, puis le maire de la ville, et ensuite le directeur du complexe industriel, observe Jean-Louis Beffa, qui remarque, par ailleurs, que les gouverneurs des provinces côtières, donc plus riches, commencent à être envoyés à l'intérieur des terres, pour juguler les risques de développement anarchique. Impressionné par la qualité des hommes qui constituent le Conseil des Ministres chinois, il reconnaît que l'absence de démocratie n'est pas contestée. Tout le monde s'accorde sur la nécessité d'avoir un pouvoir fort, les mentalités ne bougeront sans doute pas au moins avant 20 ans. Pour l'heure, ce sont l'armée et la police qui sont au sommet du respect.

n UNE VOLONTE DE DOMINATION REGIONALE

La diaspora joue également un rôle primordial, elle représente un relais incontournable de la puissance économique chinoise. Présente à Singapour, en Malaisie, en Indonésie, en Thaï-lande, en Corée, elle est en train de pénétrer la Russie sur un plan humain. Bientôt, Vladivostok deviendra une ville en majorité chinoise, conformément à une stratégie bien établie. La Chine a pris conscience de ce qu'a été la Révolution des Lumières, elle a décidé de revenir sur certains de ses choix politiques, affirme Jean-Louis Beffa. Au XIX^{ème} siècle, elle a décidé de se fermer au monde extérieur, de ne pas accomplir de révolution industrielle ; or, désormais, tout cela est abandonné. Elle va mettre fin à deux siècles anormaux et rétablir une domination sur sa zone, en utilisant toujours la même technique, celle de l'infiltration et de l'assimilation. Les relations avec la Corée sont marquées par une volonté d'intégration. La Corée, méfiante, résiste en se surpassant économiquement. Avec le Japon, c'est l'équili-bre qui prévaut. Les entreprises nippones ont pris une avance technologique importante sur certains créneaux (celui des écrans plats en verre, par exemple). Et aujourd'hui, le Japon est le seul pays qui ne souffre pas d'un déficit commercial avec la Chine. L'Europe a tendance à sous-estimer les efforts de la nation japonaise, qui ne vont pas tarder à se révéler très payants... Enfin, avec les USA, les rapports sont particuliers. N'oublions pas que ce sont les Banques Centrales asiatiques, et notamment la Banque Chinoise, qui financent le déficit commercial américain. Les Etats-Unis ont compris que Taïwan était un élément non négociable pour les Chinois. Un conflit sur ce sujet pourrait provoquer une guerre. Ils n'ont pas du tout l'intention de prendre un tel risque. De plus en plus, les mondes asiatique et américain mènent une politique qui s'interconnecte, avec des rôles précis dévolus à chacun. Face à ce nouvel ordre qui s'installe, la réponse de l'Europe, tant sur un plan politique

qu'économique, est nettement insuffisante. Notre absence de prise de conscience et de capacité de réaction est très inquiétante, déplore-t-il.

Cet exposé remarquable et captivant, hors des sentiers battus, s'est poursuivi par un dialogue de grande qualité, animé par Serge Rechter.

Laurence Dors-Meary (Secrétaire Général EADS, Vice-Présidente - Géostratégies 2000) : Comme vous le soulignez, et pour être cursive, il existe une coopération objective entre les Banques Centrales asiatiques et le consommateur américain. Comment percevez-vous, à long terme, la politique monétaire des autorités chinoises ?

Il y aura certainement une nécessité de flexibilité, mais la relation avec le dollar se maintiendra. Je crains une alliance entre la Chine et les USA contre l'Europe. Ces deux pays poursuivent le même objectif : accroître leurs positions au détriment de l'Europe. Une réévaluation du yuan me semble très improbable.

Général Henri Paris (Président de Démocraties) : L'énergie va constituer le principal goulot d'étranglement pour la Chine. Une symbiose entre la Russie et la Chine va-t-elle s'organiser sur cette question ? Par ailleurs, le " Lac Pacifique " représente-t-il une possibilité d'affrontement ?

Concernant l'énergie, la Chine privilégie la prudence. Elle cherchera diverses voies, s'approvisionner en Russie est risqué stratégiquement. La Sibérie peut devenir source de conflit d'ici quinze ans. Le 11 septembre a marqué la fin de la mondialisation, le retour à la bataille inter-blocs. Il y a eu prise de conscience des valeurs internes à ces blocs, qui se sont renforcés, dans un monde de confrontation profonde. La réélection de George W. Bush en est un signe flagrant. Face à cette évolution, l'Europe manque de volonté. Pour les Etats-Unis, le Pacifique est une zone importante. Peut-être y aura-t-il un jour une confrontation avec la Chine, mais elle a toutes les chances de déboucher sur une cohabitation. **La Chine n'est pas animée par une vocation messianique de domination mondiale, c'est l'Empire du Milieu, puissance régionale.**

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : L'hyper-terrorisme accélère-t-il cette politique de blocs et dans quel sens ? Celui du retour à un monde " bloc contre bloc " ?

Certainement. Dans un monde complexe et précaire, fragilisé par la menace terroriste, la défense de son bloc est une priorité.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : Les problèmes de nationalisme interne vont-ils créer des difficultés sérieuses aux Chinois ?

Le contrôle des minorités mongoles et du Tibet est net, il n'y a pas d'inquiétude de ce côté. La méfiance se porte sur les zones musulmanes. Les Chinois ne toléreront pas le moindre soulèvement, ils utiliseront les moyens de répression nécessaires, ils ne veulent pas perdre un seul bout de leur territoire. Sur ce point, la population les approuve entièrement.

Raymond Douyère (Conseiller de la Politique Monétaire -Banque de France. ancien Député) : L'Europe n'arrive pas à se transformer en une véritable puissance économique. A-t-on fait une erreur en y instituant une concurrence sévère ? Les Américains témoignent d'une posture de pacification vis-à-vis des Chinois. Mais, leur politique actuelle d'appropriation des réserves pétrolières ne va-t-elle pas étrangler la Chine, et à terme, créer un conflit ?

Je ne pense pas. Chacun des blocs accumule actuellement ses atouts dans sa zone de domination. Chacun renforce ses points forts, ce qui maintient l'équilibre. **Pour ce qui est de l'Europe, et**

notamment depuis l'élargissement, nous assistons au triomphe de l'Europe anglaise, de l'Europe du libre-échange. Le principal bénéficiaire en est la City. On ne peut apporter, dans ce cadre, de réponse globale. Le seul espoir réside dans la création d'une Europe fédérale franco-allemande.

Serge Rechter : Les Allemands sont-ils vraiment prêts à franchir ce pas ? L'Ambassadeur d'Allemagne invité de Géostratégies 2000 il y a quelques mois, a clairement déclaré que le couple franco-allemand ne devait pas trop s'affirmer, qu'il ne devait pas faire preuve d'arrogance, et encore moins donner le sentiment d'occuper seul la " tête du peloton ", car cela choque profondément les pays de la Nouvelle Europe, mais aussi l'Italie, l'Espagne et bien d'autres... En outre je ne suis pas persuadé que la Constitution ne rende pas, sur ce plan, les choses plus difficiles.

La bataille est perdue sur le plan de l'élargissement. Ou on joue dans l'Europe du libre-échange, ou on se rapproche autour de l'euro (une des rares vraies victoires de l'Union Européenne) au sein d'un noyau resserré. Il faut se souvenir du Traité de l'Elysée et y revenir.

Jacques Boileau (Ingénieur Général de l'Armement. Expert Scientifique DGA/SREA) : La Chine ne souffre-t-elle pas de handicaps ? Par exemple, la complexité de son écriture, les larges différences existant entre le Nord et le Sud, les manques en matière de communication et d'infrastructures ?

Sur ce dernier point, elle a donné des réponses brillantes, avec la construction de remarquables autoroutes, et l'arrivée du futur TGV. Ses ports sont aussi très efficaces. Dans ces domaines, elle se démarque de l'Inde, qui a pris un grand retard. La complexité de l'écriture est un atout pour la Chine, elle est le signe d'une civilisation totalement différente de la nôtre, de la structure de la pensée chinoise. C'est la base du pays, de son unité.

Préfet de Région Jean-Pierre Duport (Président de Réseau Ferré de France – Membre du Conseil Economique et Social) : La Chine mène une politique régionale un peu paradoxale. Face aux déséquilibres territoriaux qu'elle rencontre, souhaite-t-elle orienter son développement territorial ? Seules quelques grandes entreprises européennes s'implantent en Chine. L'Europe ne peut-elle pas déployer d'autres stratégies ?

Cela m'apparaît très difficile. Les textes législatifs européens ne cessent de fragiliser nos entreprises et leur capital. Nul ne sait si nos groupes vont encore rester français longtemps. Or, je crois en la nationalité d'une entreprise, c'est important. Malheureusement, il n'y a pas encore de réelle prise de conscience de cette menace. La seule action positive de ces derniers mois a été l'intervention de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Sanofi-Aventis. La réaction critique du Financial Times le prouve...

François-Xavier Martin (Directeur des marchés Telecom – FERMA – Vice-Président des AX) : Juste une petite remarque pour souligner qu'aujourd'hui les Américains appuieraient de tout leur poids pour empêcher la création de l'euro. Ils ont traité ce projet par le mépris, croyant qu'il ne se concrétiserait jamais.

Je partage entièrement votre point de vue et je reconnais à Jean-Claude Trichet d'avoir forcé les industriels à restructurer, certes dans la douleur, mais finalement pour leur bénéfice.

François-Xavier Martin : L'industrie chinoise se répartit en trois catégories. Il y a les filiales de groupes étrangers, les sociétés à direction chinoise qui travaillent en sous-traitance pour des étrangers, et enfin, de véritables sociétés chinoises. Avez-vous une idée de l'évolution de ces activités ?

Ce sont les entreprises du troisième type qui grimpent à toute allure, en conjuguant à leur essor une extrême qualité. En dix ans, par exemple, les Chinois ont pris 40% du marché mondial de l'adduction d'eau, ils se placent en tête dans de nombreux créneaux. Seuls, les Japonais tirent leur épingle du jeu. Ils gardent leurs métiers traditionnels et s'en servent comme tremplins vers des disciplines nouvelles. Cette diversification des grands groupes historiques japonais leur apporte un très fort développement et une longueur d'avance dans la compétition internationale.

Henri Bouvet (Président de SOVEFI – ancien Député) : *Les capitalistes chinois commencent à racheter des petites entreprises en Europe. On assiste à l'émergence d'un capitalisme libéral à l'échelle d'une famille, d'un clan. Par ailleurs, les étudiants chinois inondent les Etats-Unis et l'Allemagne, mais sont encore peu nombreux dans nos grandes écoles et universités. Pourrait-on créer une impulsion ?*

Dans ce cas, l'image industrielle et scientifique de la France est directement en cause. L'attrait des Chinois se porte prioritairement sur les USA et l'Allemagne. Leur écrasante supériorité démographique explique leur arrivée en masse.

Par ailleurs, le capitalisme d'Etat s'est muté en capitalisme individuel, façonné sur le modèle des conglomérats de Taïwan. Il faut également souligner le retour en Chine de ceux qui ont réussi aux Etats-Unis. Un ancien patron de Microsoft, rentré au pays, possède l'une des plus grandes fortunes. Mais, comme tous ses confrères qui ont à peu près le même parcours, il garde sa nationalité américaine. On n'est jamais trop prudent... Les capitalistes chinois sont de plus en plus offensifs. Ils remportent des contrats en assumant de grands risques. Ils sont aux antipodes de notre gouvernance à l'anglo-saxonne. Les Chinois, mais aussi les Japonais et les Indiens ne sont pas limités par nos contraintes actionnariales. Il y a là une grande contradiction.

Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat. Préfet. Ancien Président de l'IHEDN) : *Quelle est votre opinion sur la situation de la recherche en France ?*

Il y a, d'une part, la recherche fondamentale et de l'autre, la recherche appliquée. Il est indispensable de reconnaître la vocation séparée de ces deux mondes et de leurs objectifs, qui sont radicalement différents.

Toutefois, il faut établir entre eux des interfaces. Je suis personnellement opposé à tout pilotage par l'aval. La France est très en retard dans sa politique de recherche, à la fois fondamentale et appliquée. La situation de nos laboratoires est choquante. Nous manquons d'industries à haute intensité de recherche. Concernant les industries traditionnelles, comme l'automobile et l'électromécanique, nous tenons encore notre rang, tout comme l'Allemagne. Par ailleurs, nous bénéficions encore des retombées des grands programmes lancés par de Gaulle et Pompidou, dans les télécommunications, l'aérospatiale, le nucléaire. En revanche, pour ce qui est des biotechnologies, des logiciels et du matériel informatique, nous souffrons de graves lacunes. L'Europe ne concentre pas plus de 2% de la recherche mondiale sur ces secteurs. Conscient de ce dangereux déficit, le Président Jacques Chirac m'a précisément demandé de lui remettre en janvier un rapport sur les moyens de relancer les grands programmes technologiques industriels.

Paul Drezet (Conseiller Référendaire – Cour des Comptes) : Les Chinois organisent leurs avancées en Afrique. Ils offrent des stades, des palais des congrès. Avec quelles arrière-pensées ? et quelle stratégie ? Sur ce continent, la Chine se heurte à l'Inde. Il est certain qu'ils songent à s'ouvrir des débouchés futurs pour leur industrie. Ils déploient une grande mobilisation, offrent des financements à bas taux d'intérêt. Ils gardent bien sûr, une arrière-pensée politique, mais elle est toute en nuance. Par tradition, les Chinois sont un peuple commerçant ; ils ont acquis une stature industrielle et me semblent redoutables pour l'avenir.

..

Une salle comble, un très grand moment pour Géostratégies 2000 ,un exposé fabuleux de clarté et de réflexion, un dialogue intense et riche, la vision de longue portée d'un homme exceptionnel , d'un homme aux commandes.

Marie Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)

**" FRANCE : QUELLES RESERVES POUR UNE ARMEE
PROFESSIONNELLE ? "
AVEC LE GENERAL D'ARMEE MARCEL VALENTIN,
GOUVERNEUR MILITAIRE DE PARIS**

Le jeudi 16 décembre, Géostratégies 2000 a convié le Général d'Armée Marcel Valentin, Gouverneur Militaire de Paris, à venir faire le point sur la situation des réserves, huit ans après la mise en œuvre de la professionnalisation des armées. Un sujet fondamental, qui a une incidence directe sur la capacité de nos forces, tant sur le territoire national que sur les théâtres d'opérations extérieures, et qui joue un rôle primordial dans le maintien du lien entre la Nation et son Armée. Le Général Valentin, qui a notamment commandé la KFOR entre 2001 et 2002, a fait le bilan de nos réserves, avant d'expliquer les solutions retenues pour leur donner l'impulsion nécessaire et leur permettre de s'adapter aux contraintes de la nouvelle armée française. Pour la première fois, une classe de terminale –du lycée Jean-Baptiste Say- assistait à ce petit-déjeuner, aux côtés de nombreuses personnalités, parmi lesquelles l'ancien Premier Ministre Pierre Messmer.

La réserve est en train de renaître, elle a défilé le 14 juillet dernier, se félicite le Général Valentin. La moitié du 5^{ème} régiment du Génie, un quart du deuxième régiment de Hussards, étaient des réservistes. Ce sont également eux qui ont pris en charge une bonne partie du dispositif " circulation routière " du défilé. Mais, elle a changé de nature. Il est désormais impossible de mobiliser tous les hommes de moins de 35 ans pour le service (trois millions environ). Parallèlement, notre armée professionnelle se déploie à travers le monde, où elle participe à une vingtaine d'opérations, très variées et disparates. Cela va de la Côte d'Ivoire, où 5000 militaires sont présents, à la Georgie, où seuls deux officiers sont requis. Nous avons dû combler le vide juridique devant lequel nous nous trouvions. Car, toute armée professionnelle a besoin d'une réserve. Une grande proportion des effectifs américains, en Irak et au Kosovo, sont des réservistes.

UN MAILLON ESSENTIEL DU DISPOSITIF MILITAIRE

Contrairement à ce que l'on avait imaginé, la dissolution du Pacte de Varsovie n'a pas fait disparaître les menaces. Et les risques engendrés par les mouvements terroristes nous obligent à assurer des tâches

de sécurité générale, pour protéger la population française sur le territoire national. Or, ces fonctions ne sont pas du ressort d'une armée professionnelle, organisée autour de métiers très spécialisés, à haute technicité. De plus, lors de la refondation des Armées, les régiments de réserve ont été dissous. Des lacunes sont apparues dans de nombreux secteurs, nos armées ne pouvaient plus assumer de missions de renfort auprès de la Gendarmerie et de la Police. Dans les postes opérationnels, nous manquions de conseillers juridiques, en communication. Et pourtant, il est essentiel d'anticiper et de contrer la désinformation. Les interprètes, les intermédiaires qui font la charnière entre les militaires et les entreprises de reconstruction, faisaient également défaut. Nous avons un besoin urgent de militaires spécialistes, engagés à temps partiel, pour des missions précises.

En même temps, nous devons absolument conserver un lien étroit entre l'Armée et la société civile. La professionnalisation ne devait pas enfermer les militaires dans un ghetto. Il nous fallait compter sur des relais, des réseaux de sympathie, des lobbies nécessaires pour défendre notre existence, faire comprendre que les efforts budgétaires consentis à l'Armée étaient réellement fondés. Les Français devaient être convaincus que la Défense était un bien indispensable pour assurer leur autonomie et leur sécurité.

UNE EVOLUTION PROMETTEUSE

Face à ce dilemme, nous avons opté pour une solution à la française, axée autour de deux piliers, la réserve opérationnelle, et la réserve citoyenne, souligne le Général Valentin. Aupara-vant, nous nous appuyions sur une **réserve de mobilisation**. Nous entraînions les cadres, et en cas de conflit, nous leur fournissions les troupes. Désormais, nous avons une **réserve d'emploi**, constituée d'anciens militaires d'active, qui peuvent être mobilisés sur décret pendant une période de cinq ans après le service, mais uniquement s'ils se portent volontaires. Or, la plupart occupent de nouvelles responsabilités et ne peuvent se libérer. Pour contrebalancer cette tendance, nous nous orientons de plus en plus vers un nouveau recrutement : celui de soldats et de cadres sans aucun passé militaire. Mais il faut relativiser, ces effectifs ne peuvent pas être énormes, car il faut les équiper et nous n'avons guère de moyens. Nous avons actuellement besoin de 90 000 réservistes. La moitié pour compléter les rangs de la gendarmerie, 29 000 pour l'Armée de Terre (notamment dans des unités spécialisées dans le transport et le génie), 8000 pour l'Armée de l'Air, 7700 pour la Marine et 8000 pour les services de santé. Pour le moment, la moyenne des activités des réservistes s'élève à 18 jours de service par an, ce qui apparaît bien insuffisant, mais nous espérons que cette durée s'élèvera à 27 jours en 2008. Cette réserve opérationnelle, qui a reçu une formation spécialisée et porte l'uniforme, a pour vocation première la protection du territoire national (à travers Vigipirate). Mais, elle peut également prêter main forte pour des missions ponctuelles, comme, par exemple, le 60^{ème} anniversaire du Débarquement, cet été. Les cadres, quant à eux, viennent renforcer des états-majors, sur le territoire national, mais aussi lors d'opérations extérieures. Dans ce cas, le délai de service (60 jours par an, exceptionnellement 120) est très insuffisant. C'est un obstacle très handicapant, que nous aimerions pouvoir contourner, observe le Général Valentin. Nous développons également une **réserve citoyenne**, composée de bénévoles du service public, qui ne sont pas forcément attirés par la " chose " militaire mais ont envie de transmettre l'esprit de défense. Ils nous aident dans nos recrutements, nos reconversions, facilitent l'accès à certains logements, mettent sur pied des réseaux, notamment dans l'Education Nationale. A travers eux, l'Armée participe à la vie de la cité, elle se retrouve associée à des événements ciné-matographiques (projection à l'Ecole Militaire de la Première mondiale du film de Schöendorfer par exemple), ou même très parisiens, comme le défilé de mode d'Hermès dans le manège de l'Ecole Militaire. Ces avancées sont très encourageantes, mais il nous reste beaucoup de progrès à accomplir. Nous sommes partis de zéro, le processus de reconstruction des réserves n'est enclenché que depuis trois ans, mais, tout s'accélère. Notre cible de recrutement pour 2008 est à moitié atteinte. Et nous avons réussi à rétablir un certain équilibre hiérarchique dans nos rangs. Les soldats représentent désormais 40% des effectifs, alors qu'auparavant, il y avait une grosse majorité d'officiers. Tous les obstacles n'ont pas disparu, la question des disponibilités, des relations entre réservistes et employeurs est loin d'être réglée. Nous devons absolument parvenir à établir un statut social du réserviste, conclut le Général Valentin.

Comme à l'accoutumée, un débat riche et animé, conduit par Serge Rechter, a prolongé le passionnant exposé du Général Valentin.

Pierre Messmer (Chancelier de l'Institut de France, ancien Premier Ministre) : *Cette nouvelle donne suppose une gestion qualitative des réserves. A-t-on réussi à la mettre sur pied ?*

Depuis cinq ans, nous avons établi un fichier de réservistes possédant des connaissances spécifiques et pointues. Ils répondent facilement à nos demandes, car ils sont souvent intéressés. Ce fut le cas au Kosovo pour les ingénieurs invités à préparer la reconstruction, dans l'attente de l'arrivée des firmes françaises. La loi de 1999 oblige les entreprises à laisser les réservistes partir cinq jours, après préavis d'un mois. C'est une durée trop faible, nous aimerions la voir doubler, mais nous sommes très prudents, l'exiger pourrait s'avérer contre-productif. Nous aimerions que la loi permette de cumuler les RTT pour partir en réserve. Des réflexions sont en cours.

Général de Corps d'Armée Xavier de Zuchowicz (Directeur de l'IHEDN et de l'Enseignement Militaire Supérieur) : *Je tiens simplement à apporter un témoignage. Il y a trois ans, j'ai organisé des journées d'initiation à la défense dans les lycées de Nantes et sa région. Cette prise de contact a été positive. Certains jeunes se sont portés volontaires comme soldats dans la réserve opérationnelle. Cela correspondait à un job d'été et nous convenait parfaitement. C'est une orientation que nous souhaitons développer. Désormais, en tant que directeur de l'IHEDN, je constate que de plus en plus de cadres souhaitent s'investir dans la réserve citoyenne. Il faut réfléchir au moyen d'étendre ce principe.*

Général d'Armée Valentin : Les réservistes citoyens nous ouvrent des portes. Grâce à l'un d'entre eux, nous avons monté une opération de deux jours à Villeneuve La Garenne. 1500 collégiens, encadrés par leurs professeurs, sont venus voir les soldats, le matériel. Ils ont reçu une information sur la Défense. Nous avons enregistré 5000 visiteurs en deux jours. Ce fut un véritable succès.

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *Ces initiatives existent-elles aussi pour les grands lycées traditionnels de Paris ou de province?*

Oui, mais là, d'autres activités sont proposées. Nous mettons en place des relais défense, encourageons les échanges d'expériences. Les ouvertures sont de plus en plus grandes dans l'Education Nationale et nous nous en réjouissons.

Classe Terminale Lycée Jean-Baptiste Say : *Quel est le statut du réserviste ?*

Dès qu'il revêt l'uniforme, il dispose de l'ensemble de la couverture médico-sociale du militaire. Il touche la même solde. Le seul bémol concerne l'assurance. Les réservistes n'ont pas forcément accès à nos mutuelles qui couvrent les risques de guerre, mais nous étudions ce problème ;

Lycée Jean-Baptiste Say : *Existe-t-il un lien entre les différents réservistes au sein de l'OTAN ?*

Il y a tout d'abord un lien naturel, puisque tous les réservistes participent aux mêmes exercices, aux mêmes opérations. Ils se retrouvent au sein d'associations d'officiers et de sous-officiers qui se développent de plus en plus au niveau européen.

Serge Rechter : *Quel type de réserve pour un début d'armée européenne ?*

Pour le moment, je ne vois aucune amorce d'armée européenne, seulement des unions, des coalitions. La possibilité pour un membre de l'Union européenne, résidant en France, de servir dans la réserve française, est une éventualité à étudier.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : *Le rétablissement de la préparation militaire et de la PMS est-il à l'ordre du jour ?*

Cela a déjà redémarré. Nous avons accueilli 250 stagiaires en 2004 et en attendons 350 en 2005. Les candidats sont attirés par l'armée pour différentes raisons. Il y a ceux qui préparent les concours des grandes écoles militaires, les officiers sous contrat, les réservistes. Nous proposons différents modules, parmi eux, une prépa " aventure ". Cela consiste en une vie en campagne pendant une semaine, suivie d'une instruction militaire. Nous avons également une préparation militaire pour les cadres réservistes, chapeauté par des officiers et sous-officiers d'active. Notre ambition est d'aboutir à une progression, de voir le soldat réserviste devenir sous-officier, puis officier.

Général d'Armée de La Presle (Vice-Président de Géostratégies 2000, ancien Gouverneur des Invalides) : *Avec la réserve citoyenne, des bénévoles se mettent au service de la Défense. Mais, cette attractivité pour la chose militaire peut se révéler ambiguë. Quel est le système d'habilitation choisi pour ces bénévoles ? De quelles garanties vous entourez-vous ? Quels sont les liens entre réserve opérationnelle et réserve citoyenne ?*

Nous prenons des précautions. Il y a un dossier à fournir, avec lettre de motivation et CV ; un agrément à obtenir. Nous attribuons le grade en fonction de l'âge et des diplômes. Le problème se pose pour ceux qui exercent de grosses responsabilités en entreprises, sans diplômes. Pendant la seconde guerre mondiale, tous les grands patrons américains engagés ont été faits colonels ou généraux... Il existe actuellement 120 réservistes citoyens en Ile de France. Le problème de l'avancement va se poser. Nous prenons garde de ne pas trop utiliser les grades, de manœuvrer en souplesse ; on court le risque de se retrouver en porte à faux avec des réservistes opérationnels. L'articulation du dispositif s'appuie sur les Armées. L'interconnexion n'est pas toujours évidente. Il y a un sérieux besoin de toilettage, mais nous sommes sur la bonne voie. Nous espérons pouvoir compter sur les auditeurs de l'IHEDN, la réserve citoyenne est aussi un moyen d'avoir un retour sur investissement et notamment sur celui consenti par l'Etat dans l'accueil et la formation des auditeurs de l'IHEDN.

Serge Rechter : *Je tiens à rappeler que si j'ai créé Géostratégies 2000 juste après mon passage à l'IHEDN, c'est bien dans cet esprit-là. Et c'est sans doute la raison pour laquelle notre Club s'est montré si attractif et dans la composition de son Conseil et par la présence de nombreux anciens de l'IHEDN parmi nos quelque 350 membres.*

Marielle Vichot (Professeur agrégé d'histoire. Commandant de réserve citoyenne Terre) : *Je précise que la question du grade ne compte guère pour moi. C'est mon action en tant que civile qui me semble la plus importante. La réserve opérationnelle n'est-elle pas un moyen de se procurer de la main d'œuvre spécialisée bon marché ? Quels rapports s'instaurent entre les engagés professionnels et les réservistes opérationnels ?*

Tout d'abord, les réservistes perçoivent le même salaire que les militaires professionnels, à grade égal. La question d'argent n'entre donc pas en compte. Grâce à eux, nous sommes moins sur la corde raide, ils nous apportent une certaine respiration, c'est là l'essentiel. Ils nous rendent des services à des moments déterminés, mais ils y trouvent aussi des avantages. Cela répond à une logique de gagnant-gagnant.

François-Xavier Martin (Directeur des Marchés Telecom - FERMA- Vice-Président des AX, Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : *Il est relativement facile de trouver des réservistes au sein du secteur public, et dans les entreprises privées qui y trouvent leur compte, comme*

celles qui sont spécialisées dans la distribution d'eau, d'électricité, les transports, les infrastructures. Mais, chez les autres, les individus motivés se heurtent aux employeurs qui font valoir les contraintes de rentabilité.

Serge Rechter appuie la question de François – Xavier Martin en observant que le Medef avait été invité, à un haut niveau, pour avoir ce type de débat avec nous. Malheureusement sa réponse positive n'a pas eu de suites concrètes puisque son représentant est absent...

Pour que la réserve fonctionne correctement, il faut un partenariat tripartite entre les Armées, l'Entreprise et les réservistes. Nous approfondissons notre réflexion, essayons notamment de persuader nos correspondants qu'il s'agit là d'un devoir de civisme. Nous regrettons qu'ils nous envoient surtout des syndicalistes. Il faut les convaincre que la réserve peut-être considérée comme une formation professionnelle, c'est une bonne école de commandement, de management. Nous devons absolument changer le regard des employeurs. La plupart du temps, les réservistes vivent dans la clandestinité, n'utilisent même pas leur cinq jours légaux. La majorité des directeurs des ressources humaines ne savent même pas s'ils ont des réservistes. Cette attitude est symptomatique de l'état d'esprit français. En Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, le comportement est radicalement différent. On affiche son appartenance à la réserve. On pourrait peut-être envisager de donner des crédits d'impôt aux entreprises comme compensation ?

Paul Drezet (Conseiller Référendaire – Cour des Comptes) : Pour attirer les jeunes, allez-vous développer des thèmes qui leur tiennent à cœur comme l'action humanitaire, la protection de l'environnement, l'intelligence économique ?

Nous proposons une préparation militaire " aventure " qui séduit les jeunes. La possibilité d'obtenir le permis de conduire " poids lourd " a aussi de l'impact.

Général de Corps d'Armée Jean-Michel de Widerspach-Thor (EADS) : Les réservistes sont-ils payés par leur entreprise pendant leurs cinq jours ?

Généralement, cela ne pose pas de problème. Là où la situation se complique, c'est lorsque la durée s'étale sur quatre mois. L'entreprise ressent la perte, et elle n'y trouve un intérêt que si cela lui procure des opportunités. Cela arrive, lors de certaines actions civilo-militaires qui requièrent l'expertise des réservistes. Comme, par exemple, la protection de la force, il faut alors acquérir la confiance de la population au profit de laquelle on travaille. Mais, il y a aussi, l'aide aux organisations humanitaires, l'espoir de décrocher des marchés, qui motivent les entreprises.

Vincent Dechin (Associé-Gérant Ingel'Lione) : Dans le lien Armée-Nation, la problématique culturelle occupe une place essentielle. Va-t-on introduire dans les programmes de l'Education Nationale une sensibilisation à la défense nationale ?

La loi prévoit un enseignement de défense obligatoire, qui est bien respecté. Dans l'Essonne, cet enseignement a été bloqué dans des semaines précises, cela a été bien perçu. Il y a une prise de conscience que la Défense est un bien nécessaire. Les programmes de coopération avec l'Education Nationale se multiplient. Nous revenons de très loin, mais les initiatives se succèdent et vont dans le bon sens. Le 11 septembre 2001 et le 11 mars 2004 ont été de dramatiques mais stimulantes piqûres de rappel...

Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat, ancien Préfet, ancien Président de l'IHEDN) : Où en est la question du syndicalisme dans les forces armées ?

Serge Rechter : A l'évidence, officiellement, c'est une question qui ne doit pas être posée, et qui d'ailleurs ne se pose pas. Par conséquent merci de la poser...

Il est vrai que cette question n'est pas d'actualité, sauf dans la Gendarmerie qui a comme spécificité le sous-encadrement. Cela crée de graves problèmes de communication, nous en sommes conscients et essayons de pallier ce déficit. Au sein des Armées, il n'y a pas de syndicats, mais des représentations catégorielles. Elles entretiennent des rapports très francs avec leurs états-majors. En région parisienne, tous les représentants catégoriels se rassemblent une fois par semestre, mais ces grandes messes n'empêchent pas les face à face. Il y a une communication très importante entre les représentants de tous grades et leurs supérieurs, ce qui rend les syndicats quasi inutiles. Par ailleurs, les militaires savent bien que les problèmes salariaux échappent totalement à leurs chefs. Cela étant, j'ai vu des armées syndiquées au Kosovo et je peux vous affirmer que cette caractéristique est mise en veilleuse en opérations.

Jacques Boyon (Secrétaire Général de l'IRIS, ancien Ministre) : *Pour mener à bien votre politique envers les réservistes, vous comptez sur l'évolution de la société et espérez l'adhésion des entreprises. Comment allez-vous vous y prendre ? Envisagez-vous une action en profondeur auprès des directeurs des ressources humaines ?*

Ce débat va s'accroître au fil des ans, car nous allons rencontrer de plus en plus de patrons qui n'auront pas fait leur service militaire. Les questions de défense seront loin d'être leur priorité. Nous misons sur la réserve citoyenne pour nous ouvrir des portes. Mais, nous en sommes encore au stade des études.

..

Une grande et substantielle leçon sur les liens entre la Nation et son Armée, par un haut militaire d'aujourd'hui, responsable, ouvert et lucide sur notre Société, ses contraintes et ses exigences.

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)

" L'ETAT, L'ECOLE, LE CITOYEN "
AVEC LUC FERRY, PHILOSOPHE
PRESIDENT DU CONSEIL D'ANALYSE DE LA SOCIETE
ANCIEN MINISTRE DE LA JEUNESSE, DE L'EDUCATION
NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE

Géostratégie 2000 a commencé l'année 2005 en recevant, le jeudi 13 janvier, un éminent philosophe, Luc Ferry, Président du Conseil d'Analyse de la Société. L'ancien Ministre de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche, est venu dialoguer sur un sujet au cœur des préoccupations de notre société : l'avenir de notre modèle républicain dans le système éducatif. S'interrogeant sur la gouvernabilité de nos démocraties, insistant sur l'urgence des réformes, il a plaidé pour une École rénovée, capable de jouer un rôle déterminant dans l'édification d'un modèle d'intégration à la française, tenant compte de la construction européenne et des contraintes de la mondialisation.

D'emblée, Luc Ferry évoque le contexte politique qui a entouré son arrivée au ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche, en mai 2002. A ses yeux, la situation était extrêmement favorable. Le Président et le Premier Ministre, qui entretenaient de solides relations de confiance, bénéficiaient d'une majorité écrasante à l'Assemblée Nationale et au Sénat. La nécessité d'une plus grande rigueur budgétaire faisait l'unanimité. Des projets vitaux comme l'extinction du corps des emplois jeunes (100 000 postes), la décentralisation et ses transferts d'emplois vers les collectivités locales, ainsi qu'une réforme des retraites, ont été décidés. Malheureusement, après des élections régionales calamiteuses, en 2004, un changement de cap radical a été décrété. Désormais, priorité était donnée à la cohésion sociale. Douze Ministres ont présenté leur démission, notamment ceux de la société civile, à laquelle j'appartenais, tout comme Francis Mer, souligne Luc Ferry, qui déplore ce manque de cohérence et insiste sur la dualité entre les bonnes idées et leur faisabilité politique. **Le manque de marge de manœuvre des politiques est évident, constate-t-il. Il faut s'y attaquer, c'est la principale question des quinze ans à venir.** Les lacunes s'aggravent dans l'Education Nationale. Depuis près de quarante ans, le niveau baisse inexorablement. 67% des élèves de sixième ne savent pas faire de multiplications avec virgule ! La maîtrise des fondamentaux disparaît et chaque année, **160 000 jeunes quittent le système, sans diplôme ni qualification.** Les réformes se heurtent à de multiples résistances. Même les ministres les plus ambitieux n'ont pu réaliser que 10% de ce qui leur tenait à cœur. Nicolas Sarkozy, par exemple, a dû laisser l'attribution de plus de pouvoirs aux maires, dans le cadre de la prévention de la délinquance.

· **n REFUSER L'ECHEC**

Traditionnellement, deux camps s'opposent autour de l'école. Il y a, d'une part, les **modernistes**, héritiers de mai 68, qui défendent la pédagogie nouvelle, avec, il faut le souligner, un très relatif succès. Et d'autre part, les **néo-républicains** (Régis Debray, Alain Finkelkraut, Jean-Pierre Chevènement) qui prônent le retour aux anciennes valeurs. Or, affirme Luc Ferry, ce débat est stérile. Il faut réhabiliter l'idée républicaine en l'inscrivant dans l'avenir, en prenant en compte les défis d'aujourd'hui comme la violence, le communautarisme, la montée du racisme et de l'antisémitisme. Les solutions d'antan ne sont plus appropriées.

On ne peut continuer à se résigner face à la perte toujours plus inquiétante des fondamentaux. Pourquoi un tel taux d'échec dans l'apprentissage de la lecture, dès le CP ? Pourquoi faisait-on en moyenne 5 fautes dans une dictée de 5^{ème} en 1923, contre 17 aujourd'hui ? Les raisons généralement invoquées, comme la massification de l'enseignement, l'influence de la télévision ou le choix des méthodes, ne sont pas satisfaisantes. Les classes ont toujours été nombreuses, les professeurs ont le temps, pendant leurs cours, de rétablir un certain équilibre, et la méthode globale d'apprentissage de la lecture, a été, de fait, abandonnée par 98% des instituteurs. L'ampleur du phénomène, qui touche l'ensemble des pays européens, a d'autres origines. Depuis trop longtemps, on a pris l'habitude de survaloriser la spontanéité de l'élève, de privilégier sa créativité. **Cette idéologie de l'auto-construction a pris le pas sur le respect des héritages patrimoniaux** et c'est une grave erreur, insiste Luc Ferry. Tout ne se réinvente pas à chaque génération. Les règles de grammaire et de politesse, tout comme la civilité, cela s'apprend.

n DES SOLUTIONS INNOVANTES

Le même constat d'échec s'applique aux pédagogies de soutien. Elles n'ont jamais fonctionné correctement. Elles ne parviennent pas à pallier un rejet total de la vie scolaire. Il vaut mieux s'orienter vers les lycées professionnels, où toutes les conditions sont réunies pour apprendre un vrai métier. Leurs résultats sont très probants, tout comme les " classes en alternance ", nouvellement créées qui permettent à l'enfant de rester collégien, tout en travaillant régulièrement en entreprise. Je soutiens l'idée de la seconde chance et suis un fervent partisan d'un " chèque de formation ", qui pourrait être utilisé lorsque le besoin s'en fait sentir, au cours de la vie professionnelle, explique Luc Ferry, qui regrette, par ailleurs, de n'avoir pu donner plus d'autonomie aux présidents d'université, le projet de loi ayant été abandonné. Et pourtant, il faut corriger le tir, faire évoluer les budgets, soutenir l'université, particulièrement ses enseignements les plus performants. Sinon, conclut Luc Ferry, nous deviendrons une " société d'imitation ", à la japonaise, comme le dit Elie Cohen. Il faut valoriser la recherche pour retrouver une capacité d'innovation française, qui a malheureusement disparu.

Le débat, animé par Serge Rechter, a permis à Luc Ferry de dialoguer avec les membres du Club et de poursuivre des échanges stimulants et passionnants.

Général d'Armée Bertrand de La Presle (Vice-Président de Géostratégies 2000 – Ancien Gouverneur des Invalides) : *La Défense est un ministère régalien qui a su mener à bien dans le silence et la dignité de profondes réformes totalement nécessaires. Peut-on tirer des leçons de la refondation des Armées ?*

Il existe une très grande différence avec l'Education Nationale : les professeurs et les élèves n'ont pas en ce domaine un comportement identique à ceux des personnels de défense et des militaires ! Une réforme soutenue par la totalité des présidents d'université a été retirée par le Politique, uniquement parce que 2000 étudiants (sur les 2,5 millions inscrits) étaient descendus dans la rue !

Eric Bonsch (Délégué Régional – Comité Régional de l'Enseignement Catholique) : *Une des clés de la modernisation de l'Education repose sur l'équipe de direction des établissements. Etes-vous favorable à ce que le proviseur et son équipe deviennent de vrais managers ?*

Oui, totalement. Je soutiens toute initiative visant à accorder plus d'autonomie. L'utilisation du budget doit être plus souple, tout comme les projets d'établissements, ou encore les procédures suivies pour les remplacements. Je verrais également d'un bon œil la création de départements de formation continue pour adultes. Il est clair en outre qu'il y a besoin d'un conseil scientifique.

Jean-Louis Pierrel (FCPE) : *Notre système éducatif se comporte plus en obligation de moyens que de résultats. Par ailleurs, on assiste à un manque de projection des jeunes dans l'avenir, quel que soit leur niveau intellectuel.*

Il est très difficile d'évaluer un service public, et pourtant il faut entrer dans la logique des résultats. La Loi Organique sur la Loi de Finances va dans le bon sens. Les sommes d'argent débloquées doivent être attribuées à des objectifs clairs, des indicateurs de résultat vont être mis en place. Concernant les projets des jeunes, j'avais monté un programme " Envie d'Agir ", qui leur permettait de s'engager, de se rendre utiles au sein de la cité. Car, souvent, il existe un vide entre la vie de famille et l'activité scolaire. Des associations avaient accepté de jouer le jeu, et cet essai s'était révélé une vraie réussite. Il s'était même élargi au niveau européen. Malheureusement, comme il n'y a pas eu de continuité au niveau de l'Etat, tout ceci est tombé à l'eau, lorsque j'ai quitté le ministère.

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *La France a un avenir européen et nolens volens un rôle à jouer dans la mondialisation. Comment l'Ecole peut-elle préparer les jeunes au creuset culturel européen, qui a été le nôtre au Siècle des Lumières ? Quant au rôle du système éducatif français dans la réalité de la mondialisation, un des plus grands industriels français nous a, il y a peu, confié ses craintes, pour ne pas dire son profond pessimisme.*

L'histoire de l'Europe est inscrite dans les programmes. Des classes européennes, internationales se développent. C'est une évolution qu'il faut soutenir. Nous avons réalisé le L.M.D ; c'est-à-dire l'harmonisation des diplômes de licence, de maîtrise et de doctorat au niveau européen. C'est une grande avancée, ainsi, les diplômes européens seront reconnus à l'étranger et exerceront un plus grand attrait. Actuellement, 28% des étudiants étrangers choisissent les USA ; 15% la Grande-Bretagne ; 12% l'Allemagne et 9% la France. Il est temps d'inverser la tendance, de rendre notre système éducatif plus compétitif et nos diplômes plus lisibles. Lorsque j'ai été nommé Ministre, aucune université n'avait opté pour le LMD. Désormais, il y en a un peu plus de la moitié, et en 2005, toutes devraient avoir franchi le pas.

Stéphane Hessel (Ambassadeur de France) : *En Grande-Bretagne, les " headmasters " donnent une grande impulsion à leurs établissements. Ne faudrait-il pas suivre cette voie, redonner au proviseur de l'ambition, ainsi que les moyens de l'exercer ?*

Je partage votre opinion. La qualité du proviseur joue un rôle capital. Il faut absolument lui accorder plus d'autonomie. C'est un personnage clé, qui allie plusieurs facettes. D'un côté, il représente la pédagogie, l'enseignement ; de l'autre, il fait l'interface avec le ministère et les politiques. Il faut rendre son métier plus efficace.

Général de Brigade Gilles Robert : *Dans votre parcours, il y a une alternance entre action et réflexion. Quel bilan tirez-vous de votre expérience ? Souhaitez-vous retourner vers l'action publique ?*

Nous, les Politiques, disposons de moins de pouvoirs qu'on ne l'imagine. Les résultats que nous parvenons à atteindre sont infinitésimaux par rapport à ce que nous espérions initialement. Le fait de retirer mon projet sur l'université, alors que 87% des étudiants n'y étaient pas opposés, constitue une erreur tactique. Mais, cela ne révèle pas un manque de courage chez le Politique. Simplement, comme les journalistes de la télévision, il est soumis à la toute-puissance de l'audimat. Par ailleurs, du fait de la mondialisation, beaucoup de questions échappent à son contrôle, comme les délocalisations. La France hésite entre deux modèles. Le Républicain, avec le Politique qui fixe les objectifs, les grands desseins et éventuellement, les réformes de la société civile. Et l'Etat auxiliaire, qui aide les entreprises, les chercheurs, les artistes. C'est une approche anglo-saxonne, plus libérale. C'est une exception française que d'être à mi-chemin entre deux modèles.

Serge Rechter : *Faut-il redéfinir le rôle de l'Etat ? Où est le pouvoir ? Existe-t-il encore ?*

Nous touchons au cœur du sujet. Beaucoup de la substance de ce que l'on appelait " pouvoir " est devenu anonyme, procédural. Par exemple, personne ne maîtrise la logique des marchés financiers. Nous sommes entrés dans une ère de concurrence mondialisée. Peut-on encore reprendre la main ? Cela semble difficile, car les politiques n'ont plus assez de pouvoir, là est le vrai drame. Lorsque la rue se réveille, le ministre tombe et les projets sont modifiés...

Nicolas Cheifetz (Etudiant en licence de mathématiques) : *L'abandon de tout enseignement " littéraire " dans le cursus universitaire scientifique est une lacune grave Quel est votre point de vue sur ce problème ? Par ailleurs on observe une sorte de désaffection pour ce dernier type d'enseignement. Qu'en pensez-vous ?*

On ne peut le nier. Il existe une crise des vocations scientifiques, surtout en Allemagne et au Canada, où les effectifs ont fondu de 15 à 20% en dix ans. Le baccalauréat scientifique est toujours aussi recherché, mais les diplômés s'orientent majoritairement vers des filières commerciales. Des matières comme la physique, la chimie ou la biologie connaissent une grande baisse d'attractivité. Les raisons financières n'expliquent pas tout. Au Canada et en Allemagne, les conditions matérielles sont meilleures, mais n'inversent pas la tendance. Il y a un mouvement de fond. Depuis vingt ans, la sensibilité écologique a diffusé l'idée que la science allait à l'encontre du progrès, qu'elle comportait de graves menaces. L'atome a été perçu comme pouvant mettre en jeu la survie de l'humanité. Et chez les jeunes, une association d'idées s'est tissée entre science et dévastation de la terre. L'enseignement porte également une part de responsabilité. La vulgarisation scientifique, les expériences, les manipulations, sont très tentantes, mais elles cachent la réalité, le fait que cette discipline exige une énorme quantité de travail, des efforts gigantesques. Or, dans les pédagogies modernistes, cet aspect est très décourageant. La créativité n'est possible qu'après un apprentissage très dur.

Général de Division Henri Paris (Président de Démocraties) : *Ne craignez-vous pas une rupture sociétale ? Comment rétablir la discipline dans certains établissements ?*

Non, nous ne nous dirigeons pas vers une société à deux vitesses, mais vers une **société de la seconde chance**, ni libérale, ni d'assistance. C'est ce qui devrait aujourd'hui animer notre projet social. Il serait judicieux, par exemple, d'instaurer dans les universités, de grands cours de rattrapage, dans différentes matières. Le rétablissement de l'autorité est un exercice délicat. Il faut, avant tout, moderniser les sanctions, réinventer des punitions qui jouent un rôle de dissuasion, comme les travaux d'utilité publique dans les collèges et lycées.

Lieutenant-Colonel Olaf Andrieu : *Ne pourrait-on éveiller les jeunes à la complexité de la menace internationale, terroriste, économique, idéologique ? Reproduire le travail des " Hussards de la République " qui préparaient leurs élèves à affronter la guerre de 14-18 ?*

L'idée d'une éducation à la menace me laisse perplexe. Toutefois, nos programmes n'en sont pas exempts. Il y a des cours sur la défense, reste à leur donner un contenu pédagogique adéquat.

Jean-Marc Berlioz (Inspecteur Général de l'Administration) : *Existe-t-il une solution intermédiaire entre notre modèle d'intégration, de socialisation et la reconnaissance du communautarisme ?*

Le modèle républicain n'a pas échoué. Nous surestimons l'échec de l'intégration. Lors de la prise d'otages des deux journalistes en Irak, les réactions de soutien des familles musulmanes ont prouvé qu'elles étaient mieux intégrées à la République qu'on ne l'imaginait. Il est possible de donner des réponses républicaines aux questions posées par les partisans de la discrimination positive. Nos solutions doivent être ancrées dans notre tradition. En créant une procédure d'admission parallèle, réservée à un petit nombre de jeunes issus de zones très défavorisées, Richard Descoings, le directeur de Sciences Po Paris, relève le défi. Cette initiative, généralement bien accueillie, doit être soutenue et susciter d'autres projets.

..

Un exposé et un débat empreints de gravité sur un sujet qui finalement débouche sur une réflexion sur le Politique, le vouloir et le pouvoir.

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)